

FAITS DIVERS

Alertez-nous : 069/889631

LEUZE-EN-HT Liste Défi : va-et-vient

Vous trouvez ci-dessous le communiqué que Gery Baelle, en sa qualité de chef de file du parti DéFI sur Leuze-en-Hainaut, nous a fait parvenir :

« Richard Mikut, domicilié à Thieulain, m'a rejoint pour m'épauler à la tête de la liste DéFI qui se présentera le 14 octobre prochain aux élections communales de Leuze-en-Hainaut.

Nous sommes actuellement 7 candidats confirmés. Il y en aura d'autres, nous n'en doutons pas !

Néanmoins nous avons dû déplorer le départ de certains, probablement suite aux grandes manœuvres opérées dans une autre liste, devenue soudainement plus attirante que la nôtre.

DéFI n'est pas un rassemblement de contestataires du pouvoir en place. C'est un parti avec des idéaux et des convictions. Celles et ceux qui se retrouvent dans cette vision seront toujours les bienvenus(e)s chez nous ! » ■

TOURNAI

Véhicules incendiés : appel à témoins

Dans nos éditions de lundi, nous rendions compte d'une affaire qui présente toutes les allures d'un règlement de comptes, à savoir l'incendie volontairement propagé à quatre véhicules de l'entreprise Domus. Ces véhicules étaient stationnés en quatre endroits différents à Tournai, à savoir à la chaussée de Renaix, à la rue Jean-Baptiste Carnoy, à la chaussée de Lille et à la rue Barthélemy Frison. Ces incendies se sont déclarés vendredi vers 22 heures.

Domus Renovation est actif dans la construction ou la rénovation de bâtiments. Quelques jours après ces faits, le patron de l'entreprise souhaite lancer un appel à toute personne susceptible de fournir des indications qui permettraient de mettre la main sur les incendiaires. Ses espoirs reposent principalement sur le fait que l'une ou l'autre personne pourrait avoir remarqué la présence aux abords des endroits concernés d'un véhicule « habituel » (par exemple immatriculé à l'étranger) en ces lieux. Si vous pensez disposer d'informations utiles à l'enquête, n'hésitez pas à contacter la police de Tournai. ■

MOUSCRON

Les locaux de la police évacués

Le personnel du commissariat hurlu a été évacué, ce mercredi après-midi, à cause d'une odeur de gaz. Plus de peur que de mal finalement.

● **Maxence DESUTTER**

Alerne au commissariat de Mouscron ce mercredi après-midi : une odeur de gaz a été perçue au sein des locaux, situés rue Henri Debavay. Par mesure de précaution, l'ensemble du personnel a été évacué sur la cour arrière du bâtiment, en attendant l'intervention des pompiers. Ces derniers n'ont constaté aucune fuite. Peu avant 15 h, tout le monde a pu réintégrer son bureau, alors que les ouvriers d'Ores, appelés sur place, ont procédé à quelques vérifications.

« C'est une femme de ménage qui nous a alertés alors qu'elle a senti une forte odeur désagréable à proximité de notre local chaudière situé au deuxième étage, raconte le commissaire Noterdeam. Après avoir constaté la mauvaise odeur, nous avons immédiatement déclenché la sortie



de tout le personnel car nous soupçonnions une fuite de gaz ou la présence de monoxyde de carbone, ce qui aurait pu être très dangereux. »

Les policiers et les employés civils se sont alors rassemblés sur la cour arrière du commissariat. « Il y avait une cinquantaine de personnes présentes sur place. Comme nous sommes en période de vacances, il y avait moins de monde que d'habitude, détaille notre interlocutrice. Tout s'est

très bien passé. C'était un exercice en conditions réelles et nous avons pu nous rendre compte que le protocole était au point, avec des responsables d'étages qui ont bien accompli leur rôle. Comme le réflexe a été pris au bon moment, personne n'a été blessé ou intoxiqué. »

Par chance également, personne ne se trouvait en cellule. « On venait de dire à quelqu'un qui était retenu chez nous qu'il pouvait quitter le commissariat, ironise le commissaire Noterdeam.

De toute façon, un protocole précis existe aussi en cas d'évacuation avec des personnes en cellule. »

Après une demi-heure, tout est rentré dans l'ordre. « Il y a eu plus de peur que de mal. Les pompiers et Ores n'ont trouvé aucune trace de fuite. Toutes les arrivées vers la chaudière ont été coupées et un réparateur est attendu ce jeudi pour arranger le dysfonctionnement », conclut le commissaire Noterdeam. ■

PÉRONNES

Chantier Plaquet : pas de réponse

En grève lundi, les ouvriers ont repris le travail, mais ils n'en demeurent pas moins décidés à mettre leur patron face à ses responsabilités.

● **Quentin DESPRET**

Quatre ans. Cela fait maintenant quatre ans que la SPRL Chantier naval Plaquet a été reprise par Paul Bertrand, en partenariat avec un investisseur français. Une reprise qui s'accompagnait de belles promesses et de belles paroles : un projet de relance ou même tout simplement des douches, des toilettes, bref des conditions de travail décentes. Ces belles paroles qui n'ont jamais été suivies d'effet.

Lundi, le ras-le-bol des travailleurs les a poussés à se mettre en grève.

« **Montrer que l'on existe** »

« Le déclencheur, c'est la « PRJ » (Procédure de Redressement Judi-



ciaire). On nous avait promis des investissements dans l'usine mais ils ne sont jamais arrivés. On a continué à travailler sans rien dire... La grève a été une décision collective, tout le groupe a tout de suite accepté l'idée. On s'est toujours tu et au bout d'un moment on a voulu faire quelque chose pour montrer qu'on existe, on veut faire bouger les choses... Même si

je pense qu'il est un peu tard et que la grève ne changera rien... » selon un des travailleurs.

« On a eu aucune nouvelle, pas de coup de téléphone du patron, rien. Il est toujours en vacances pour le moment... Il a envoyé ses enfants pour nous demander pourquoi nous faisons grève, alors qu'il le sait très bien... Il ne se rend clairement pas compte des

conditions dans lesquelles on travaille. Je pense que le chantier ne l'a jamais intéressé. Tout est vieux ici, il faut des investissements... Si rien ne change, on a prévu de faire autre chose ! » nous confie un autre interlocuteur, sans nous en dire plus sur les intentions des 12 ouvriers.

« Cela fait plus d'un an que les tuyaux ne fonctionnent plus pour les robinets. Le patron nous dit que ça coûte cher à changer ! De toute façon, il faut permettre aux ouvriers de disposer de bonnes conditions de travail. Nous n'avons pas de vraies toilettes ni de douche... » nous confie un autre travailleur.

Il y a pourtant du travail...

« On avait un bateau à refaire, il y en avait pour 500 000 euros. L'entreprise aurait pu gagner cet argent et rembourser les dettes. On a commencé à le débarrasser puis on ne nous a jamais donné l'ordre de commencer à attaquer les travaux... Le propriétaire du bateau en a eu marre et il est parti. On est passé à côté de ce contrat, pourquoi ? On ne le sait pas et on ne le saura jamais » conclut Samuel Verdoncq. ■